

Flou total à la veille de la présidentielle au Burundi

La Libre Belgique, 20 juillet 2015 A Bujumbura, la capitale burundaise, les négociations entre le pouvoir et l'opposition, arbitrées par l'Ouganda, ont été suspendues ce dimanche matin. A un peu plus de 24 heures du scrutin présidentiel, la troisième candidature du président Pierre Nkurunziza, à l'origine des tensions que connaît le Burundi depuis la fin avril, est plus que jamais d'actualité. Les représentants du pouvoir en place ne se sont pas présentés à la table des négociations politiques avec l'opposition ce dimanche matin.

Une politique de la chaise vide prÃ©visible depuis samedi soir et la sortie du ministre de l'IntÃ©rieur burundais, Edouard Nduwimana, qui avait expliquÃ© que sa dÃ©claration aurait trÃ©s certainement d'autres obligations, pour ce jour, comme la dÃ©signation des administrateurs communaux, la messe et obligations sociales. En fait, le gouvernement avait demandÃ© samedi une suspension de session pour pouvoir procÃ©der Ã des consultations. Les deux ministres prÃ©sents expliquaient qu'ils avaient dÃ©couvert l'existence d'un document - pourtant publiÃ© il y a plusieurs jours dÃ©jÃ et auquel le candidat prÃ©sidentiel faisait dÃ©jÃ rÃ©fÃ©rence dans les dÃ©bats. Ce document, signÃ© par plusieurs partis de l'opposition, appelait Ã l'organisation d'une rÃ©union des forces d'opposition de l'intÃ©rieur et de l'extÃ©rieur Ã Addis-Abeba en vue aussi la crÃ©ation prochaine d'un conseil national pour la restauration de l'Accord d'Arusha qui a mis fin Ã la guerre dans le pays. La phrase que dÃ©nonce le gouvernement ? "Le conseil saura pleinement jouer le rÃ´le qui lui incombe comme garant de la Ã©galitÃ© et des institutions." Pour les ministres burundais, cette phrase est inacceptable et dÃ©montre, selon eux, que les signataires de ce texte, prÃ©sents ou non Ã la table des nÃ©gociations, "entendent poursuivre leur entreprise putschiste". "Coup de force" Pour l'opposition, il est Ã©vident que "le gouvernement n'avait aucune intention de discuter et profite de la moindre possibilitÃ© qu'il se donne pour continuer son tour de force", comme l'explique un nÃ©gociateur que nous avons joint hier aprÃ©s-midi. Un nÃ©gociateur pour lequel "il ne fait aucun doute que les dÃ©s sont pipÃ©s et que le pouvoir en place entend simplement gagner du temps et mettre tout le monde devant le fait accompli. Mais qu'ils ne pensent pas que le scrutin, s'il doit avoir lieu mardi, calmera les esprits. Nous sommes dÃ©terminÃ©s Ã le battre. Le droit est de notre cÃ´tÃ©. La communautÃ© internationale devrait Ãªtre beaucoup plus soucieuse de ce qui est en train de se dÃ©rouler chez nous. D'autres chefs d'Etat de la rÃ©gion sont trÃ©s attentifs, eux qui voudraient aussi prolonger leur rÃ©gne au dÃ©triment de leur constitution. Ce scrutin, s'il a lieu le 21 juillet, sera une farce tragique". En Ouganda voisin, Jean-Marie Henzimana, alias Mashoke, journaliste vedette de la Radio publique africaine, fermÃ©e par le pouvoir, suit l'Ã©volution de prÃ©s. "J'ai dÃ©jÃ fui parce que les forces de l'ordre recherchaient tous ceux qui ont donnÃ© la main aux putschistes. J'ai donc dÃ©jÃ fui avec ma famille en Ouganda. Mais mÃªme ici, nous ne sommes pas Ã l'abri. Les services de renseignement burundais sont trÃ©s prÃ©sents. Je ne sors pratiquement pas et c'est dÃ©jÃ ailleurs ce que m'a conseillÃ© la police ougandaise. Des amis m'ont aidÃ© Ã sortir du pays. Aujourd'hui, je suis encore poursuivi pour avoir fait mon devoir juste mon mÃ©tier." H. LE.